



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le vingt quatre juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 juin 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 24

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Édith LEROUX donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Yannick LE COQ
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 24 juin 2024

M_DL240624_071

RESSOURCES HUMAINES - RECRUTEMENT D'APPRENTIS - CONVENTIONS - ADOPTION - AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – La collectivité renouvelle pour l'année scolaire 2024/2025 son souhait d'accueillir des apprentis dans les différents services municipaux.

Pour rappel, le contrat d'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application en milieu professionnel, notamment dans une collectivité territoriale. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Ce dispositif présente un intérêt pour les jeunes en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

L'apprentissage présente également une opportunité pour la collectivité en développant une compétence adaptée à ses besoins et en répondant à un objectif de mission de service public pour le soutien à l'emploi des jeunes.

La rémunération brute mensuelle minimale d'un apprenti est la suivante :

| Situation | 16 à 17 ans | 18 à 20 ans | 21 à 25 ans | 26 ans et plus |
|------------------------------|-------------|-------------|-------------|----------------|
| 1^{ère} année | 27% du SMIC | 43% du SMIC | 53% du SMIC | 100 % |
| 2^{ème} année | 39% du SMIC | 51% du SMIC | 61% du SMIC | 100 % |
| 3^{ème} année | 55% du SMIC | 67% du SMIC | 78% du SMIC | 100 % |

Cette année, le CNFPT a procédé au recensement des besoins d'accueil des collectivités pour examiner les possibilités de financement.

En effet, depuis le 1er janvier 2023 un nouveau règlement est entré en vigueur au niveau du CNFPT actant le financement à hauteur de 100% du coût de la formation des organismes de formation par l'apprentissage (OFA) accueillant des apprentis recrutés par des employeurs publics.

Les collectivités avaient ainsi jusqu'au 22 mars 2024 pour enregistrer sur la plateforme du CNFPT les intentions de recrutement. La Ville de Montivilliers a ainsi saisi sur cette plateforme 8 intentions de recrutement.

Le 6 mai 2024, le CNFPT a informé les collectivités des acceptations de financement. Les critères pris en considération dans le cadre d'une délibération du CNFPT en date du 17 avril 2024 étaient les suivants :

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Seules les collectivités ayant fourni leurs intentions de recrutement dans le cadre du recensement ouvert entre le 22 janvier et le 22 mars 2024 sont recevables.

- Au vu des demandes, seuls les contrats d'apprentissage qui ciblent strictement les diplômes inscrits au référentiel des diplômes corrélés aux 44 métiers en tension sont finançables.

- La répartition par collectivité de l'enveloppe d'environ 11 000 accords préalables de financement (sur 21 000 demandes formulées par les collectivités) est pondérée par le nombre d'équivalents temps plein inscrits au tableau des effectifs des emplois permanents (« état du personnel ») saisi par la collectivité lors de la phase de recensement.

Par conséquent, la Ville de Montivilliers a obtenu un accord pour le financement de 3 contrats d'apprentissage (en plus des contrats d'apprentissage déjà en cours).

Ainsi les services concernés par l'accueil d'un jeune en apprentissage ou alternance pour l'année scolaire 2024/2025 sont les suivants :

| <u>Service d'accueil de l'apprenti</u> | <u>Nombre d'apprenti</u> | <u>Diplôme ou titre</u> |
|--|--------------------------|---|
| DSIN | 1 | Licence Pro Cybersécurité |
| Communication | 1 | BTS info / com. Licence pro stratégies et supports de communication |
| Finances | 1 | BTS Comptabilité et gestion des organisations |

La Ville de Montivilliers a en plus fait le choix de financer intégralement un contrat d'apprentissage en BTS Economie Sociale et Familiale pour le centre social Jean Moulin.

2 contrats d'apprentissage, conclus pour deux 2 années, se poursuivent sur l'année scolaire 2024/2025 à savoir :

- Transitions écologiques : BTSA Gestion et Protection de la Nature
- Espaces verts : Brevet Professionnel Aménagement paysager.

Au total, 6 apprentis seront présents au cours de l'année scolaire 2024/2025.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Travail et notamment l'article L. 6211-1 à L 6223-8-1, L 6227-1 à L 6227-12, D 6271 à D 6271-3,

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, et particulièrement son article 62 relatif au financement de l'apprentissage par le CNFPT,

VU le décret n°2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en oeuvre de la contribution du CNFPT au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le décret n°2016-1818 du 22 décembre 2016 modifié portant relèvement du salaire minimum de croissance,

VU l'avis du comité social territorial en date du 11 Juin 2024 ;

VU le budget de l'exercice 2024,

CONSIDÉRANT

- Qu'il revient au Conseil Municipal de délibérer sur la possibilité de recourir à des contrats d'apprentissage.

- Que, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, la rémunération sera établie entre 27 et 100 % du SMIC selon l'âge des apprentis et les années d'enseignement.

Sa commission municipale n°7, Administration générale réunie le 12 juin 2024, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De maintenir le recours aux contrats d'apprentissage ;

- De créer 4 contrats d'apprentissage, à compter du 1er septembre 2024, pour l'année scolaire 2024-2025, en complément des deux contrats actuellement en cours ;

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif au recrutement d'apprentis au sein des services municipaux de la Ville de Montivilliers et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formations d'Apprentis

Imputation budgétaire

Exercice 2024

Budget principal

Chapitre 12

Nature 6417

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 27/06/2024

Reçu en préfecture le 27/06/2024

Publié le 27/06/2024

webdelib

ID : 076-217604479-20240625-M_DL240624_071-DE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr